

COMMUNE D'USSY SUR MARNE

DEPARTEMENT DE SEINE ET MARNE
ARRONDISSEMENT DE MEAUX
CANTON DE LA FERTE-SOUS-JOUARRE

L'an deux mille dix-sept le vendredi treize à vingt heures et quinze minutes, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Pierre HORDÉ, Maire.

Nombre de membres
En exercice : **15**
Présents : 10
Pouvoirs : 2

Date de convocation : **5 Janvier 2016**
Date d'affichage : **5 janvier 2016**

Présents : Mesdames DELVA Laurence, FERREIRA Dominique, GOSSET Florence, LEHMANN Annie, LUCAS Sylvie et Messieurs DE ARAUJO Manuel, HORDÉ Pierre, LAGRANGE Hervé, OUDARD Bernard, TISSOT Francis

Absent excusé représenté :

Madame PETROVIC Dragana donne pouvoir à Monsieur Pierre HORDÉ,
Monsieur Luc ARNAUD donne pouvoir à Monsieur DE ARAUJO Manuel,

Absents excusés : Monsieur BOUDOT Dominique et Madame Valérie FICHOU

Absent non excusé : Monsieur BECKERICH Jérémy

Secrétaire de Séance : Monsieur LAGRANGE Hervé

ORDRE DU JOUR :

- 1/ Autorisation engagement et mandatement des dépenses d'investissement avant le budget 2017,**
- 2/ Participations scolaires 2015/2016/2017,**
- 3/ Indemnité de conseil allouée au Comptable du Trésor,**
- 4/ Vente d'un terrain communal – Rue de Changis,**
- 5/ Modification des statuts de la CCPF,**
- 6 Transfert de la compétence PLU à la CCPF,**
- 7/ Débat « orientation générale PADD »,**
- 8/ Demande de subventions : Liaison sécuritaire entre Ussy-sur-Marne et Sammeron (Secteur Ussy),**
- 9/ Demande de subventions : Aménagement de l'épicerie,**
- 10/ Questions et informations diverses.**

AJOUT DE DEUX POINTS A L'ORDRE DU JOUR :

Le Maire ouvre la séance et propose au Conseil municipal d'adjoindre les points suivant à l'ordre du jour :

- demande de subventions : Liaison sécuritaire entre Ussy-sur-Marne et Sammeron (Secteur Ussy) . Ce point portera le n° 8 de l'ordre du jour
- demande de subventions : Aménagement de l'épicerie. Ce point portera le n° 9 de l'ordre du jour

Après en avoir délibéré, le Conseil accepte à l'unanimité des membres présents ces ajouts à l'ordre du jour.

APPROBATION DU COMPTE RENDU DU CONSEIL PRÉCÉDENT

Le compte rendu du conseil du 07 Octobre 2016 est approuvé à l'unanimité des membres présents.

1/ Autorisation engagement et mandatement des dépenses d'investissement avant le budget 2017,

Monsieur le Maire expose que l'article L1612-1 du Code Général des Collectivités territoriales dispose que : *« dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1^{er} Janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.*

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette. »

L'autorisation mentionnée précise le montant et l'affectation des crédits.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessous, sont inscrits au budget lors de son adoption.

Il est proposé au Conseil de permettre à Monsieur le Maire d'engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite de 25% avant l'adoption du Budget principal qui devra intervenir avant le 15 Avril 2017.

Après avoir pris connaissance du dossier,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

- **d'autoriser** jusqu'à l'adoption du Budget primitif 2017 le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

2/ Participations scolaires 2015/2016/2017,

Vu la réglementation en vigueur imposant aux Communes de participer aux frais de fonctionnement des écoles extérieures pour les familles d'Ussy sur Marne dont les enfants fréquentent des classes spécialisés (CLIS),

Vu la demande de la Commune de La Ferté-sous-Jouarre pour l'année scolaire 2015/2016 : 1 enfant d'Ussy-sur-Marne en CLIS coût par enfant 470.62€.

Vu la demande de la Commune de La Ferté-sous-Jouarre pour l'année scolaire 2016/2017 : 1 enfant d'Ussy-sur-Marne en CLIS coût par enfant 470.62€.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

- **d'accepter** le paiement des frais de fonctionnement des écoles pour l'année scolaire 2015/2016 et 2016/2017 pour un montant de 941.24 euros,
- que cette somme sera inscrite sur le Budget Communal 2017.

3/ Indemnité de conseil allouée au Comptable du Trésor,

Vu l'article 97 de la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires,

Après avoir pris connaissance du dossier.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

- **de demander** le concours du Receveur Municipal pour assurer des prestations de conseil,
- **d'accorder** l'indemnité de conseil au taux de 100 % par an,
- que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel précité et sera attribuée à **Monsieur CABIOCH Bruno**, Receveur Municipal.

4/ Vente d'un terrain communal – Rue de Changis,

Monsieur le Maire informe l'assemblée que des propriétaires Ussois, souhaitent acquérir le terrain communal situé derrière le transformateur EDF rue de Changis, d'une superficie totale de 60 m2 afin d'agrandir leur terrain.

Après avoir pris connaissance du dossier.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

- **d'accepter** la vente du terrain après avoir consulté l'avis des domaine ;
- **d'autoriser** Monsieur le Maire à signer l'acte notarié correspondant ;
- **dit** que les frais de l'acte correspondant seront à la charge de l'acquéreur ;

5/ Modification des statuts de la CCPF,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.5211-17 et L.5211-20 ;

Vu la délibération N° S.7-2016-082 du 8 décembre 2016 du conseil communautaire approuvant la modification des statuts de la Communauté de communes du Pays Fertois ;

Après avoir pris connaissance du dossier;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

- **d'adopter** la modification des statuts de la CCPF proposée et votée par le conseil communautaire lors de sa réunion du 8 décembre 2016 selon la rédaction annexée à la présente délibération.
- que le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération. Celle-ci sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet de Meaux.

6/ Transfert de la compétence PLU à la CCPF,

Monsieur le Maire expose que les communautés de communes et d'agglomération exercent de plein droit la compétence « PLU, documents d'urbanisme en tenant lieu ou carte communale » à compter du 27 mars 2017 sauf si au moins 25 % des communes membres représentant au moins 20 % de la population s'y opposent.

Vu l'article 136 (II) de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014,

Vu les statuts de la communauté de commune du Pays Fertois,

Vu l'article L 5214-16 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération prescrivant l'élaboration du PLU sur la commune en date du 19 Décembre 2014,

Vu l'état d'avancement de l'élaboration du PLU qui est à ce jour au stade du débat d'orientation du PADD,

Considérant que le conseil municipal a pris acte de la loi ALUR ;

Considérant que la commune doit rester le gestionnaire et le garant de son territoire ;

Considérant que la commune d'Ussy-sur-Marne a engagé la transformation de son POS en PLU et qu'elle ne souhaite pas perdre la compétence « document d'urbanisme » qui est une des compétences principales de la commune afin de maîtriser son cadre de vie, l'aménagement de son territoire et notamment son développement en matière d'habitat, d'aménagement du foncier....

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à 11 pour et 1 abstention décide :

- **de s'opposer** au transfert de la compétence PLU à la communauté de communes du pays Fertois.
- **de demander** au conseil communautaire de prendre acte de cette opposition.
- **dit que** le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération. Celle-ci sera transmise à Monsieur le sous-préfet de Meaux.

7/ Débat « orientation générale PADD »,

Monsieur Le Maire rappelle que le conseil municipal a prescrit l'élaboration du plan local d'urbanisme (PLU) approuvé par délibération du 19 Décembre 2014.

Le chapitre 3 du titre II du code de l'urbanisme fixe le contenu, la finalité et les procédures d'adoption ou de révision des Plans Locaux d'Urbanisme. C'est ainsi notamment que les PLU « comportent un Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) ».

Ce document répond à plusieurs objectifs :

- il fixe l'économie générale du PLU et exprime donc l'intérêt général. Il ne s'agit plus d'un document juridique opposable aux tiers depuis la loi URBANISME ET HABITAT du 2 juillet 2003.

- il est une pièce indispensable du dossier final, dont la réalisation est préalable au projet de PLU et qui doit justifier le plan de zonage et le règlement d'urbanisme, par des enjeux de développement et des orientations d'aménagements.

Les orientations du PADD doivent être soumises en débat en conseil municipal.

L'article L 153-12 du code de l'urbanisme stipule « qu'un débat ait lieu au sein du conseil municipal sur les orientations générales du PADD (...) au plus tard 2 mois avant l'examen du projet du PLU ».

Monsieur le Maire expose alors le projet de PADD,

- Orientations n°1 : Aménagement
- Orientations n°2 : Environnement
- Orientations n°3 : Développement urbain
- Orientations n°4: Equipements

Après cet exposé, Monsieur le Maire déclare le débat ouvert :

Au cours de ce débat, plusieurs observations sont soulevées concernant, pour l'essentiel, la rédaction du document avec les orientations retenues. L'ensemble des modifications apportées sera transmis au bureau d'études.

Conformément à l'article L 123-8 du code de l'urbanisme, le Conseil Municipal a débattu des orientations générales du PADD. Le projet de PADD est annexé à la présente délibération. Cette délibération prend acte de la tenue du débat sur le PADD au sein du Conseil Municipal.

8/ Demande de subvention : Liaison sécuritaire entre Ussy-sur-Marne et Sammeron (Secteur Ussy)

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal le projet concernant la liaison piétonne entre Ussy-sur-Marne et la commune voisine de Sammeron.

Il rappelle qu'il peut être sollicité des subventions auprès de l'Etat au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires ruraux (D.E.T.R.) 2017, auprès du Département de Seine et Marne dans le cadre d'un Fonds d'Equipement Rural (F.E.R.) et auprès du Sénat ou de l'Assemblée Nationale au titre des Réserves parlementaires.

Le montant total prévisionnel de ce projet est le suivant :

Montant total HT	209 487,97 €
TVA 20 % :	41 897,59 €
Montant total TTC :	251 385,56 €

Le financement de cette opération serait le suivant :

- **Etat, DETR 2017**, « Dotation d'Equipement des Territoires ruraux »,
Catégorie C/1 Développement local dont le taux est compris entre 20% et 40% du cout HT de l'opération, à solliciter à hauteur de 40%: **83 795,19 €**

- **Département de Seine et Marne, Fonds d'Equipement Rural (F.E.R.)**,
50 % d'un montant maximum de 100 000,00€
soit 50 000,00€ à solliciter : **50 000,00 €**

- **Assemblée Nationale ou Sénat, Réserves Parlementaires**,
Montant non connu, A solliciter : **Montant non connu**

Total Subventions : **133 795,19 €**

Part communale :	75 692,78 €
Montant total HT	209 487,97 €
TVA 20 % :	41 897,59 €
Montant total TTC :	251 385,56 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

- **d'approuver** l'ensemble de l'opération présentée pour un montant total de :
209 487,97 € HT soit 251 385,56 TTC.
- **d'inscrire** au budget de la commune, la part restant à sa charge,
- du dépôt de tous dossiers de demandes de subventions et financements utiles ;
- **de déposer** les dossiers de demande de subvention « Dotation d'équipement des territoires Ruraux 2017 » auprès de l'état.
- **de s'engager** à ne pas commencer les travaux avant d'avoir l'accusé réception du caractère complet du dossier de demande de subvention au titre de la Dotation d'Equipement des territoires ruraux (DETR), auprès de l'état et les notifications de subvention au titre du Fonds d'Equipement Rural (F.E.R.) auprès du département et des Réserves Parlementaires auprès du Sénat ou de l'Assemblée Nationale.
- **de s'engager** à maintenir la destination des équipements financés pendant au moins 10 ans,
- **de mandater** Monsieur le Maire pour déposer les dossiers de subventions de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR) auprès de l'état.
- **de mandater** Monsieur le Maire aux fins de signer tous les documents utiles au déroulement de ces opérations.

9/ Demande de subvention : Aménagement épicerie :

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal le projet concernant l'aménagement de l'épicerie.

Il rappelle qu'il peut être sollicité des subventions auprès de l'Etat au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires ruraux (D.E.T.R.) 2017, auprès du Département de Seine et Marne dans le cadre d'un Fonds d'Equipement Rural (F.E.R.) et auprès du Sénat ou de l'Assemblée Nationale au titre des Réserves parlementaires.

Le montant total prévisionnel de ce projet est le suivant :

Montant total HT	24 936.46 €
TVA 20 % :	4 987.28 €
Montant total TTC :	29 923.74 €

Le financement de cette opération serait le suivant :

- **Etat, DETR 2017**, « Dotation d'Equipement des Territoires ruraux »,
Catégorie C/1 Développement local dont le taux est compris entre 20% et 40% du cout HT de l'opération, à solliciter à hauteur de 40%:
9974.58 €

- **Département de Seine et Marne, Fonds d'Equipement Rural (F.E.R.),**
50 % d'un montant maximum de 100 000,00€
soit 40% à solliciter :
9974.58 €

- **Assemblée Nationale ou Sénat, Réserves Parlementaires,**
Montant non connu, A solliciter :
Montant non connu

Total Subventions : **19949.16€**

Part communale : **4987.30€**

Montant total HT	24 936.46 €
TVA 20 % :	4 987.28 €
Montant total TTC :	29 923.74 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

- **d'approuver** l'ensemble de l'opération présentée pour un montant total de :
24 936.46 € HT soit 29 923.74 TTC.
- **d'inscrire** au budget de la commune, la part restant à sa charge,
- du dépôt de tous dossiers de demandes de subventions et financements utiles ;
- **de déposer** les dossiers de demande de subvention « Dotation d'équipement des territoires Ruraux 2017 » auprès de l'état.
- **de s'engager** à ne pas commencer les travaux avant d'avoir l'accusé réception du caractère complet du dossier de demande de subvention au titre de la Dotation d'Equipement des territoires ruraux (DETR), auprès de l'état et les notifications de subvention au titre du Fonds d'Equipement Rural (F.E.R.) auprès du département et des Réserves Parlementaires auprès du Sénat ou de l'Assemblée Nationale.
- **de s'engager** à maintenir la destination des équipements financés pendant au moins 10 ans,
- **de mandater** Monsieur le Maire pour déposer les dossiers de subventions de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux (DETR) auprès de l'état.
- **de mandater** Monsieur le Maire aux fins de signer tous les documents utiles au déroulement de ces opérations.

10/ Questions et informations diverses.

Prochaines dates à retenir :

Elections présidentielles : 23 avril et 7 mai 2017

Elections législatives : 11 juin et 18 juin 2017

La séance est levée à 22h45.

Fait et délibéré les jours, mois et an sus dit, ont signé au registre les membres présents.

Publié dans la Commune le

Acte rendu exécutoire après réception en sous-préfecture de Meaux

Le

Le Maire,

Pierre HORDÉ

NOM	SIGNATURE	BON POUR POUVOIR
M. HORDÉ Pierre		
M. LAGRANGE Hervé		
M. TISSOT Francis		
M. DE ARAUJO Manuel		
Mme LUCAS Sylvie		
M. BOUDOT Dominique	ABSENT	
Mme LEHMANN Annie		
M. BECKERICH Jérémy	ABSENT	
M. ARNAUD Luc	Pouvoir à Manuel DE ARAUJO	
Mme FICHOU Valérie	ABSENT	
Mme DELVA Laurence		
M. OUDARD Bernard		
Mme GOSSET Florence		
Mme FERREIRA-CAMPOS Dominique		
Mme PETROVIC Dragana	Pouvoir à Pierre HORDÉ	